

JIHAD AZOUR

Directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale, FMI

Miguel Ángel MORATINOS

Nous allons maintenant passer la parole à Jihad Azour. Il est Directeur du Département Moyen-Orient et Asie centrale au FMI. Il était ministre des Finances au Liban et je pense qu'il est bon d'avoir un grand économiste pour comprendre ce qui se cache derrière la géopolitique. Il est vrai que nous parlons principalement du pétrole au Moyen-Orient, mais il existe d'autres types de carrefours financiers et économiques qui influent sur la géopolitique de la région. Donc, Jihad, vous avez la parole. J'aimerais que vous puissiez clarifier la situation actuelle du point de vue économique.

Jihad AZOUR

La question économique et financière, qui a été à l'origine de plusieurs transformations dans la région au cours des décennies passées, reste au centre de ce que nous sommes en train de vivre actuellement, y compris sur la scène politique et sécuritaire. Toutefois, ceux qui suivent les questions économiques observent que, malgré son importance, ce sujet reste relativement marginalisé dans le débat public actuel ainsi que dans les sphères de décision dans la région ou au niveau international.

Par conséquent, il est important de prendre un peu de recul, afin de mieux apprécier les enjeux et les perspectives pour la région: dans quelle conjoncture nous nous trouvons actuellement ? Quelle est la situation économique de la région dans son ensemble ? Comment se présente-elle pour les années à venir et quels sont les défis auxquels font face les pays de la région ?

Au cours des derniers jours, lors de ma présentation au sujet des perspectives économiques de la région pour l'année 2017 du FMI, j'ai constaté une divergence dans les perspectives de croissance entre pays importateurs et exportateurs de pétrole. Toutefois, les objectifs ou les besoins de réforme convergent entre ces deux groupes de pays.

Tout d'abord, on constate une divergence relative dans les perspectives de croissance entre pays. Les pays importateurs de pétrole croissent à un taux relativement acceptable - à peu près 4 à 4,5 % cette année. Un niveau de croissance équivalent à la moyenne que ces pays ont connu au cours de la première décennie du troisième millénaire. D'un autre côté, les pays exportateurs croissent à un taux qui ne dépasse pas les 1,5 à 2 %, même si le secteur non-pétrolier progresse à une vitesse plus rapide. Ceci montre que nous évoluons progressivement vers une situation d'une économie post-pétrolière, pour les pays exportateurs mais aussi pour les pays importateurs. Et cela nécessite un certain nombre de transformations qui sont en cours et qui auront un impact économique et social, mais aussi politique et sécuritaire.

Le deuxième constat est celui d'une région qui se trouve à l'une des croisées des chemins les plus importantes de son histoire récente. Par conséquent, il est important de développer une prospective sur comment les choses peuvent évoluer dans les années à venir, afin de pouvoir définir un certain nombre d'actions pouvant avoir un impact et changer les conditions économiques et sociales des populations de la région.

Au niveau des priorités, il est évident que les deux parties de la région ont besoin de croître à des taux plus élevés mais aussi d'avoir une croissance qui est plus inclusive pour un certain nombre de groupes et catégories sociales.

Tout d'abord, si nous regardons les forces en présence, on constate que nous sommes à la croisée des chemins, avec une région qui peut aller dans deux directions différentes. Au niveau économique par exemple, il y a des signaux positifs qui se manifestent par la résilience que cette région a pu démontrée au cours des dernières années. En effet, depuis 2008, la région a fait face à une série de chocs successifs et non des moindres : les retombées de la crise financière de 2008, le Printemps arabe, ainsi que toutes les déflagrations qui en ont découlé, la chute brutale du prix du pétrole qui en fait a changé la donne. Malgré tout cela, nous avons observé une certaine résilience des économies de la région. De plus, malgré le problème des réfugiés - à peu près 40 % des réfugiés dans le monde proviennent de

cette région, les pays de la région ont réussi à avoir un taux de croissance assez acceptable et ont géré des crises assez conséquentes.

Ceci étant dit, ces pays n'ont pas réussi à opérer une transformation économique en profondeur. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont pas réussi à créer une diversification de leur économie ni à adresser un important défi, qu'est la question de la démographie et de l'inclusion économique et sociale. Donc nous avons au niveau économique des points positifs et des points négatifs. La reprise de la croissance mondiale offre à certains pays une possibilité de les entraîner dans ce nouveau cycle. De l'autre côté, la conjoncture actuelle pointe un certain nombre de risques émergents.

Un de ces risques, pour illustrer, est la possibilité d'augmentation des taux d'intérêt et de l'assèchement des liquidités. Nous prévoyons par exemple pour les années à venir que 35 milliards de dollars de moins de flux de capitaux vont aller vers les marchés émergents. Les pays de la région sont devenus un des émetteurs les plus importants parmi les pays émergents sur le marché international des capitaux. Donc il y a des développements, que ce soit au niveau de l'économie interne ou des développements économiques globaux, qui peuvent aller dans des directions différentes.

Sur les questions géopolitiques, il y a des points positifs avec l'amélioration des conditions dans certains pays comme l'Irak récemment, le Soudan ou la Somalie malgré les difficultés sécuritaires, mais aussi, il y a de nouveaux risques qui émergent avec la discorde diplomatique entre les pays du Golfe et la tension internationale entre les États-Unis et l'Iran.

Au niveau structurel aussi, nous observons des tensions entre différentes tendances. Une démographie galopante avec un taux de chômage qui est l'un des plus élevés au monde, 12,5 % en moyenne, surtout chez les jeunes, 25 %. Mais de l'autre côté, nous avons une jeunesse qui est connectée et qui est capable d'opérer une grande transformation à travers la technologie.

Si nous regardons vers l'avenir, nous pouvons identifier clairement un certain nombre d'objectifs. Le premier objectif est que, si nous voulons atteindre une croissance, il faut travailler sur ce que nous pouvons appeler les *game changers*. L'éducation à la technologie en est un. Il est clair qu'il faut passer d'une éducation qui se place seulement dans le cadre éducatif classique, école/université, vers une éducation qui porte sur toute la carrière. Au lieu de construire des écoles, construire des compétences. Donc travailler sur les compétences, sur les savoirs est un élément très important. La technologie peut faire un grand bond en avant. Je prends des exemples.

Un des éléments dont la région souffre est l'inclusion financière. Les PME-PMI de la région emploient 60 % de la force productive de la masse salariale et n'ont accès qu'à 2 % du PIB en financement bancaire. D'un autre côté, plus de 60 % de la jeunesse et de la population ont accès à Internet régulièrement au moment où, à peu près le même nombre de personnes n'a pas de compte bancaire. Il y a des bonds en avant en termes technologiques qui peuvent jouer un rôle très important pour la transformation économique et sociale ainsi que dans le développement. Prendre en considération des questions importantes comme l'environnement qui n'ont pas été suffisamment pris en considération et qui ont créé des problèmes de migration et des problèmes surtout pour des pays où l'agriculture joue un rôle important. La technologie, le savoir sont des éléments importants.

L'accès au marché constitue aussi un élément important. C'est là où l'amélioration du climat des affaires, des structures des marchés, la réduction de la domination d'un certain nombre de groupes peuvent jouer un rôle important et améliorer la gouvernance économique ainsi que la relation entre le citoyen et l'État.

Un troisième vecteur important est l'accès à la finance. Il est très important de pouvoir canaliser les ressources financières pour pouvoir offrir à des start-ups, à de petits et moyens projets, la possibilité de créer de l'emploi, de créer de la croissance et de créer de l'emploi qui ne vient pas seulement du secteur public. Nous venons de finir une étude qui montre que l'emploi dans le secteur public tue en partie la croissance, avec souvent des décalages entre les salaires dans le public et ceux du privé.

La transformation de ces aspects peut se faire grâce à un certain nombre de leviers. La politique de finances publiques joue un rôle important. Introduire à travers la fiscalité une plus grande justice économique et une plus grande progressivité permet de dégager des ressources qui pourront être utilisées pour développer des programmes sociaux

bien ciblés. Travailler sur la réforme institutionnelle et lutter contre la corruption permet aussi d'améliorer l'efficacité économique et l'efficacité institutionnelle. Créer des moyens pour rendre une place plus importante à la femme dans l'économie de la région pourrait contribuer à créer 1 ou 2 % de croissance en moyenne de PIB par an.

Je conclus par un point qui est très important. Il faut redécouvrir la coopération régionale et internationale. Nous venons de finir une étude qui sort dans les perspectives régionales et qui montre que si nous réengageons les économies dans une plus grande intégration économique, en améliorant le commerce, en diversifiant les exports, nous pouvons, sur les cinq années à venir, créer à peu près 5 à 10 % de croissance en plus.

Je finis par un chiffre. Des pays importateurs croissent à 4 %. C'est bien, mais ce n'est pas suffisant pour régler le problème du chômage. Au-delà de 6 %, nous commençons à avoir un impact sur le chômage, d'autant plus que nous sommes dans un temps où à peu près 25 millions de jeunes vont entrer sur le marché du travail au cours des 5 années à venir.

Donc pour conclure, la question économique et sociale reste en fait au centre de ce que la région connaît comme changement, mais elle doit être encore plus au centre de ce que les décisionnaires de politiques publiques incluent dans leurs débats.

Miguel Ángel MORATINOS

Merci beaucoup, Jihad. J'ai retenu beaucoup de choses, surtout une. Tu nous as dit que les pays, même s'ils ont connu beaucoup de crises, ont montré leur résilience. C'est déjà quelque chose à retenir, mais qu'aucun encore n'est conscient. Ils n'ont pas fait l'effort d'envisager une perspective post-pétrolière. Je crois que dans cette perspective post-pétrolière, nous devrions retenir un peu le rôle des acteurs majeurs.